

PLUS DE CENSURE DES MESSAGES RA- DIOTÉLÉGRAPHIQUES

Le public peut maintenant adresser des dépêches aux navires en mer et en recevoir.

Ouverture d'une station de radiotélégraphie océanique.

Certaines restrictions de la censure sur l'échange de messages radiotélégraphiques par l'intermédiaire des stations canadiennes avec les navires canadiens en mer, ont été levées, et l'envoi des messages des classes suivantes est maintenant permis:

1. Des messages en langage courant sur les affaires des navires ou provenant du public peuvent être expédiés aux navires canadiens ou en être reçus à toute heure du jour et de la nuit par l'intermédiaire de chacune des stations commerciales régulières du littoral est du Canada, des grands lacs, de la côte occidentale et de Terre-Neuve, sauf par l'intermédiaire des stations navales de Camperdown (Halifax, N.-E.) et de l'île de Sable, qui transmettent actuellement les messages d'affaires des navires en langage courant.

2. Les navires canadiens sont autorisés à échanger en langage courant des messages commerciaux sur le Pacifique (dans toute partie) et sur l'Atlantique, à l'ouest du 40° ouest.

Le trafic échangé par les navires ci-dessus à l'est du 40° ouest est subordonné aux restrictions imposées par la Grande-Bretagne à ses stations côtières et est limité aux messages d'affaires des navires en langage courant.

Les opérations océaniques de radiotélégraphie entre Glace-Bay, N.-E., et Clifden, Irlande, ont été reprises. Le trafic par l'intermédiaire de ces stations est limité jusqu'à nouvel ordre aux messages de presse et aux messages du gouvernement.

Les dispositions des alinéas (c) et (d) de l'article 104 des règlements concernant la radiotélégraphie exigeant l'abaissement complet des installations aériennes dans les ports canadiens sont suspendues jusqu'à nouvel ordre. L'alinéa (b) de cet article s'applique maintenant à tous les navires; c'est-à-dire que les navires entrant dans les ports canadiens n'ont pas besoin d'abaisser leurs fils aériens, mais doivent en interrompre complètement la communication avec leurs appareils de radiotélégraphie, tel que stipulé à l'article 104, alinéa (b).

Commerce ouvert avec les îles Malouines.

Au cours de l'exercice financier clos le 31 mars 1917, le Canada a inauguré un commerce nouveau avec les îles Malouines, expédiant une cargaison évaluée à \$110,000; c'était le premier envoi de marchandises canadiennes à ce groupe lointain des Falklands. D'après le rapport commercial du ministère des Douanes, on peut voir que la cargaison consistait en wagons.

COMMENT LE CANADA A AIDE L'ANGLETERRE

Le ministère britannique de l'alimentation avait acheté un quart de million de tonnes de viandes, etc., à la fin de 1918.

Jusqu'à la fin de 1918, le ministère britannique de l'alimentation a acheté au Canada près d'un quart de million de tonnes de viandes, d'œufs et autres produits de la ferme. Le chiffre exact est de 486,150,000 livres.

La division des provisions a acheté directement 153,453 tonnes, consistant en:

Jambon et lard.....	86,438 tonnes.
Saindoux.....	420 "
Beurre.....	222 "
Lait.....	1,674 "
Viande en conserve.....	4,635 "
Viande gelée.....	60,164 "

En outre, la Dairy Produce Commission a acheté, pour le compte du ministère britannique, 80,622 tonnes de vivres, répartis comme suit:

Fromage.....	65,955 tonnes.
Beurre.....	3,988 "
Lait.....	10,334 "
Oeufs.....	345 "

Total—234,075 tonnes.

LES INDUSTRIES ONT BESOIN DE TECHNOLOGISTES D'EXPÉRIENCE

Le développement industriel au Canada est retardé par manque de coordination de la science appliquée à l'industrie et le Dominion se trouve dans un état d'infériorité au point de vue de la concurrence pour les exportations.

Le Dr A. B. McCallum, président du bureau canadien des recherches scientifiques et industrielles, dans un rapport sommaire des travaux accomplis par le bureau au cours de l'année 1918, signale le besoin de technologistes d'expérience et de chercheurs pour le Canada.

Il fait observer que les universités américaines se sont efforcées de répondre aux demandes des grandes maisons industrielles américaines et de leur fournir des experts en chimie, en métallurgie et des ingénieurs électriciens, etc. Il y a plus de deux mille laboratoires de recherches scientifiques en rapport avec les grandes industries des Etats-Unis et plus de cinquante grandes maisons dépensent annuellement de \$25,000 à \$500,000, pour faire faire des recherches.

Au Canada, durant les vingt dernières années, moins de vingt étudiants ont reçu le titre de Ph. D. à l'université de Toronto et il n'y en a pas eu autant au McGill. Il y a seulement 2 pour 100 des maisons canadiennes qui ont des laboratoires pour les expériences et seulement 10 pour 100 ont des laboratoires pour les travaux de routine, l'essai des matériaux. Si les industriels canadiens demandaient des techniciens d'expérience, préparés pour appliquer les dernières découvertes scientifiques, le nombre des hommes préparés à ces travaux ne serait pas suffisant pour répondre à 5 pour 100 des demandes.

LE CANADA EN ARRIÈRE.

Au point de vue scientifique de ses procédés industriels pour la décou-

verte de nouveaux usages du matériel qui lui font une place enviable, en comparaison de ses concurrents commerciaux, le Dr McCallum déclare que le Canada est loin en arrière des autres pays, et ceci met en danger sa position dans la concurrence pour le commerce international.

En novembre dernier, le bureau des recherches industrielles et scientifiques a soumis au gouvernement le projet de l'établissement d'un institut des recherches central, à Ottawa, comme premier remède aux conditions présentes. Un tel institut réunissant les fonctions de celui de Washington et de l'institut Mellon de Pittsburg serait un premier pas vers l'efficacité des recherches industrielles au Canada sur une base adéquate et permanente et aiderait considérablement au Dominion à se tenir au premier plan des méthodes progressives semblables à celles en vigueur aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, au Japon, en France, en Australie et chez d'autres concurrents commerciaux.

Le bureau des recherches avait étudié cette proposition durant des mois avant de la soumettre au gouvernement. Aussi ce dernier et tous les corps publics intéressés ne tardèrent pas à l'approuver; le Dr McCallum exprime l'espoir que cet institut sera établi sans trop de délai.

"Un autre point, dit le président, est l'aide que doivent apporter les universités à la préparation d'experts en sciences. Il est à souhaiter que l'Etat subventionne plus généreusement, pour commercer, les universi-

LA VENTE DES TIMBRES D'ÉPARGNE DE GUERRE EST SATISFAISANTE.

Les rapports reçus des différentes parties du Canada indiquent que la vente des timbres d'épargne et d'économie de guerre s'effectue d'une manière très satisfaisante. Pembroke a demandé un assortiment de timbres d'épargne d'une valeur de \$1,000, ce qui représente 4,000 timbres. Aujourd'hui, chaque marchand de la ville en vend. La première répartition faite à la ville n'atteignait pas une valeur de \$400.

tés de Toronto, McGill et l'Ecole polytechnique de Montréal, afin de s'assurer pour les années à venir, ou va se livrer la grande guerre mondiale du commerce, des chefs dans le champ des recherches scientifiques et industrielles."

DÉMONSTRATION DE BRIQUETTES.

Le Dr McCallum signale l'initiative du bureau qui s'est occupé de l'usine de démonstration qui sera bientôt établie à Souris, district houiller de la Saskatchewan, dans le but de prouver la possibilité commerciale et la mise en briquettes du lignite de l'Ouest pour chauffage domestique. On ouvrira cette année une usine d'un rendement annuel de 30,000 tonnes de houille, égale à l'anthracite de la Pennsylvanie et se vendant à Regina et Moosejaw environ \$2.00 de moins la tonne, que le prix demandé actuellement pour l'anthracite importé. Il n'y a guère à douter du succès de cette entreprise, qui va amener des développements nouveaux dans la mise en valeur des immenses ressources de lignite de l'Ouest canadien et mettre fin au problème du combustible au Canada, tout en épargnant cinq ou six millions de piastres payées chaque année aux Etats-Unis pour le charbon des provinces de l'Ouest.

Le président passe également en revue d'autres travaux de recherches entrepris et poursuivis par le bureau durant l'année et se rapportant d'une manière pratique à l'une ou l'autre branche de la production nationale. Il serait possible et il y aurait plus à faire avec un personnel d'experts et des ressources pécuniaires plus abondantes. Les dépenses du conseil pour l'année ne se sont pas élevées à \$100,000.

DIRECTEUR DE LA DIVISION SCOLAIRE DES TIMBRES D'ÉPARGNE

M. W. J. Dunlop, B.A., de la faculté d'éducation de l'université de Toronto et directeur de "The School", l'une des publications pédagogiques les mieux connues du Canada, a été nommé directeur de la division scolaire du comité national de l'épargne de guerre. Il aura la direction des travaux ayant trait à la diffusion des timbres d'épargne et d'économie dans toutes les écoles du Canada.

La proportion du charbon perdu comme poussier au cours de l'extraction et du transport varie de 12 à 35 pour 100 dans les mines canadiennes, d'après le neuvième rapport annuel de la Commission de conservation.